
Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2025

Cote du document: EB 2026/147/R.17

Point de l'ordre du jour: 17

Date: 25 mars 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à prendre note des informations contenues dans le présent document.

Questions techniques:

Diane Menville

Vice-Présidente adjointe et Responsable des finances en chef

Département des opérations financières
courriel: d.menville@ifad.org

Allegra Saitto

Directrice et Contrôleuse

Division du Contrôle financier
courriel: a.saitto@ifad.org

Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2025

I. Introduction

1. Le présent document a pour objet de fournir un complément d'information relatif aux états financiers audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. L'analyse qui y est formulée porte sur les activités principales du FIDA telles qu'elles ressortent des états financiers le concernant uniquement; y figurent des détails et des commentaires de la direction concernant les principaux chiffres et tendances.

II. Contexte financier extérieur et intérieur

2. En 2025, le contexte extérieur a été marqué par une volatilité générale des taux d'intérêt sur les marchés, imputable aux problèmes mondiaux, à l'instabilité et à la poursuite des conflits.
3. Le taux de change entre droit de tirage spécial (DTS) et dollar des États-Unis (USD) a augmenté, passant de 1,302 à la fin de 2024 à 1,369 au 31 décembre 2025.
4. Le FIDA a continué de mener des opérations axées sur la sécurité alimentaire et l'éradication de la pauvreté rurale.
5. Les annonces de contribution faites pour la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) ont atteint un montant record de 1,57 milliard d'USD au 31 décembre 2025.
6. Les opérations et la situation financière du FIDA sont stables, et tous les indicateurs financiers ont été maintenus dans les limites fixées dans les politiques établies. En 2025, compte tenu de sa bonne capitalisation, de sa situation de trésorerie, de son cadre de gestion des risques et de l'appui de ses États membres, le FIDA a obtenu la confirmation de sa note AA+ auprès des agences Fitch Ratings et Standard & Poor's, cette dernière ayant assorti son évaluation d'une perspective « positive ».

III. Chiffres clés et ratios

7. L'exercice 2025 correspond à la première année de la période couverte par FIDA13, et les instruments de contribution déposés ont porté le solde de fonds propres à 11,6 milliards d'USD (contre 11,2 milliards d'USD en 2024). La position nette globale en fonds propres a augmenté, passant à 8,7 milliards d'USD au 31 décembre 2025 (contre 8,3 milliards d'USD au 31 décembre 2024).
8. La viabilité financière à long terme continue de faire l'objet d'un suivi rigoureux. Le statut de créancier privilégié du FIDA reste solide et les remboursements de prêts augmentent malgré les tendances macroéconomiques et les évaluations des agences de notation. Fin 2025, les pertes de crédit attendues représentaient 2,1% du solde de l'encours des prêts (contre 1,6% fin décembre 2024).
9. Au cours de l'exercice 2025, le Fonds a approuvé de nouveaux projets (prêts et dons) pour un montant total de 1,2 milliard d'USD. Pour la première fois, ce solde tient compte de prêts non souverains approuvés, qui se montent à 10,0 millions d'USD. Les décaissements au titre des projets se sont élevés à 913,2 millions d'USD. Les remboursements de prêts ont atteint 573,5 millions d'USD. Les dépenses de fonctionnement sont restées en dessous du seuil de 2% du montant total des actifs.

10. Le tableau 1 présente un récapitulatif des principaux résultats financiers.

Tableau 1
Principaux résultats financiers
(en millions d'USD)

	2025	2024	2023	2022	2021	2020
Total des actifs	12 321	11 195	10 567	10 240	10 596	9 883
Contributions à la reconstitution des ressources (fonds propres)	11 596	11 225	10 373	10 185	10 104	9 170
Encours des prêts	9 127	8 451	8 367	7 998	8 111	8 050
Montant net des fonds propres/encours des prêts	95,5%	98,4%	94,7%	99,6%	105,8%	102,0%
Financements approuvés au titre de projets	1 176	2 053	532	1 043	892	824
Décaissements	913	931	898	934	906	778
Dépenses de fonctionnement/total des actifs (sur une base annuelle)	1,9%	1,8%	1,9%	1,9%	1,8%	1,7%

11. Malgré le solde négatif des bénéfices non distribués, le montant global net des fonds propres du FIDA est positif; fin 2025, il représentait 70,8% du montant total des actifs en valeur nominale. Fin 2025, le montant total des actifs du FIDA (12,3 milliards d'USD) était suffisant pour couvrir le montant total du passif (3,6 milliards d'USD), les engagements relatifs aux prêts non décaissés (5,2 milliards d'USD) et les engagements au titre des dons non décaissés (0,8 milliard d'USD).
12. Au 31 décembre 2025, tous les paramètres de risque financier se situaient à l'intérieur des limites établies par les politiques ou contrats du FIDA. Les ratios financiers sont présentés dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2
Ratios financiers
(en pourcentage)

	2025	2024	2023	2022	2021	2020
Fonds propres/total des actifs	94,9	101,1	99,2	100,4	96,2	93,7
Dette/fonds propres disponibles	38,5	31,4	29,0	24,9	19,5	14,6
Nouveau ratio dette/fonds propres disponibles*	37,5	30,7	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Liquidité/total des actifs	17,3	16,2	15,2	14,0	13,3	11,8
Couverture du service de la dette	21,7	22,8	21,7	10,5	6,8	4,1

* Voir le paragraphe 13.

IV. Gestion des risques

13. **Adéquation des fonds propres.** Le principal indicateur d'adéquation des fonds propres utilisés en interne est le ratio de fonds propres utilisables. Ce ratio permet de déterminer le degré d'emploi des fonds propres du FIDA et le volume de ressources disponibles pour les engagements futurs. Pour assurer au Fonds une solide capitalisation et le maintien d'une bonne note de crédit en permanence, la trajectoire d'utilisation des fonds propres est gérée dans les limites imposées par des seuils de tolérance appropriés, qui garantissent que le FIDA dispose de suffisamment de fonds propres pour couvrir les pertes prévues et imprévues liées aux risques essentiels et autres inhérents à ses opérations. En décembre 2025, le FIDA respectait la limite fixée pour le ratio de fonds propres utilisables (valeur supérieure à 0%). La Politique révisée d'adéquation des fonds propres prévoit

l'introduction d'une gestion prudente par zone, dans le but de faciliter la planification des fonds propres et la surveillance transparente de l'évolution à long terme du ratio de fonds propres utilisables et des ratios de fonds propres des agences de notation. Le seuil applicable au ratio de levier (dette/fonds propres disponibles) a été supprimé de la politique, mais, par mesure de prudence, ce ratio continuera à être suivi. Ce dernier a évolué par souci de conformité au nouveau ratio dette/fonds propres disponibles: il prend maintenant en compte le dénominateur du montant net des fonds propres plus la provision pour pertes de crédit attendues moins une partie des dons aux pays surendettés non décaissés. Au 31 décembre 2025, le nouveau ratio dette/fonds propres disponibles s'élevait à 37,5%.

14. **Risque de liquidité.** La situation de trésorerie du Fonds respectait les seuils définis en la matière. Fin décembre 2025, les liquidités représentaient 17,3% du total des actifs (contre 16,2% fin décembre 2024). Le FIDA a également continué de respecter les ratios prudentiels internes en matière de liquidités et les exigences des agences de notation.
15. **Risque de taux d'intérêt.** Ce risque est défini comme le potentiel de pertes résultant de mouvements défavorables des taux d'intérêt du marché. Il est atténué par la réduction de l'asymétrie de durée entre les actifs (portefeuille de placements et portefeuille de prêts) et les éléments de passif (ressources empruntées). Le tableau 3 ci-après présente un récapitulatif de la marge d'intérêt sur la période 2020-2025.

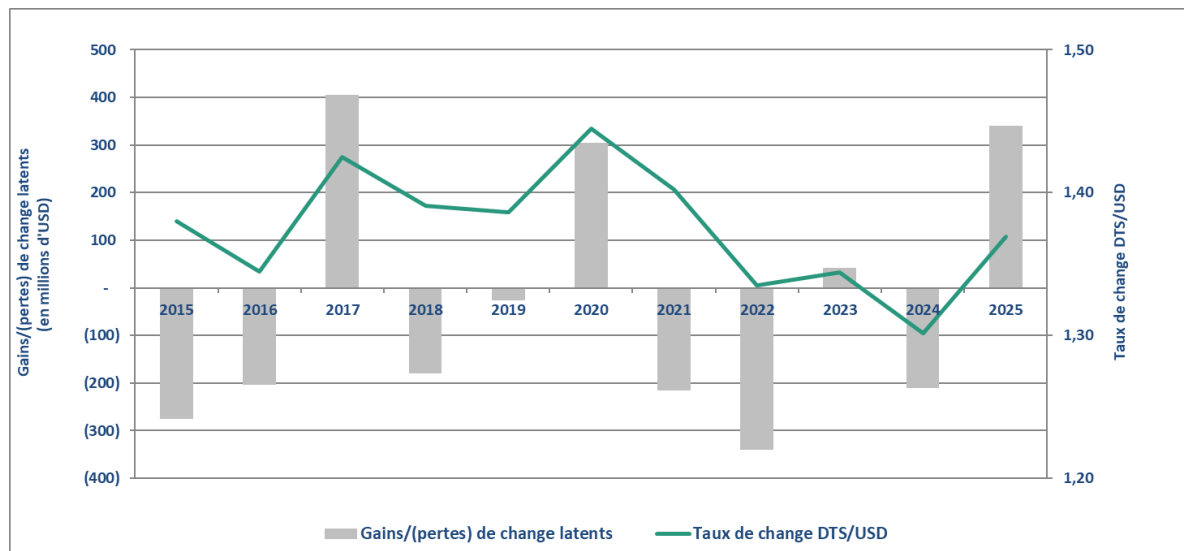
Tableau 3
Marge d'intérêt
(en milliers d'USD)

	2025	2024	2023	2022	2021	2020
Produit des prêts	132 182	131 729	123 572	79 638	68 084	70 158
Produit net des placements	91 088	84 662	78 075	5 909	6 257	7 295
Charges d'intérêt liées à l'emprunt	(98 617)	(96 179)	(77 506)	(17 028)	(3 346)	(1 164)
Marge d'intérêt	124 653	120 213	124 141	68 519	70 995	76 289
Marge d'intérêt/actifs productifs	1,1%	1,2%	1,4%	1,2%	0,9%	0,9%

16. Pour atténuer les risques de change et utiliser la devise des actifs à financer, le FIDA a conclu des swaps de devises. Pour ce qui est du risque de taux d'intérêt, le FIDA a conclu des swaps pour faire concorder la structure du taux d'intérêt applicable à son passif avec celle qu'il applique lui-même aux prêts à des conditions ordinaires, c'est-à-dire un taux variable plutôt que fixe. Le FIDA applique la comptabilité de couverture prévue par la Norme internationale d'information financière (IFRS 9) à chaque relation de couverture prise séparément, lorsque les conditions énoncées par la norme sont remplies.
17. **Risque de change.** Le FIDA conduit ses opérations dans diverses monnaies, et ses livres comptables sont tenus en dollar des États-Unis. La conversion de la valeur des actifs en dollar des États-Unis aux fins d'information a invariablement généré des mouvements de change qui apparaissent comme des pertes ou des gains latents dans l'état du résultat global du FIDA. Les fluctuations du taux du dollar des États-Unis par rapport aux autres monnaies et, en particulier, par rapport au taux de change du DTS ont toujours été source de volatilité dans les comptes du FIDA. Les fluctuations de change se sont jusqu'à présent compensées, comme le montre la figure 1 ci-après.

Figure 1

Évolution des gains/(pertes) de change latents dus aux fluctuations du taux de change USD/DTS entre 2015 et 2025



18. Au cours de l'année 2025, le DTS s'est apprécié de 5,2% environ par rapport au dollar des États-Unis (passant de 1,302 à la fin de 2024 à 1,367 au 31 décembre 2025). Le taux de change USD/EUR a augmenté, passant de 1,035 à la fin de 2024 à 1,174 au 31 décembre 2025, ce qui correspond à une dépréciation du dollar des États-Unis de 13,4%. Fin décembre 2025, les gains de change latents se chiffraient à 341,2 millions d'USD. Le tableau 4 fournit des précisions sur les principaux facteurs déterminants.

Tableau 4

Variations de change

(en millions d'USD)

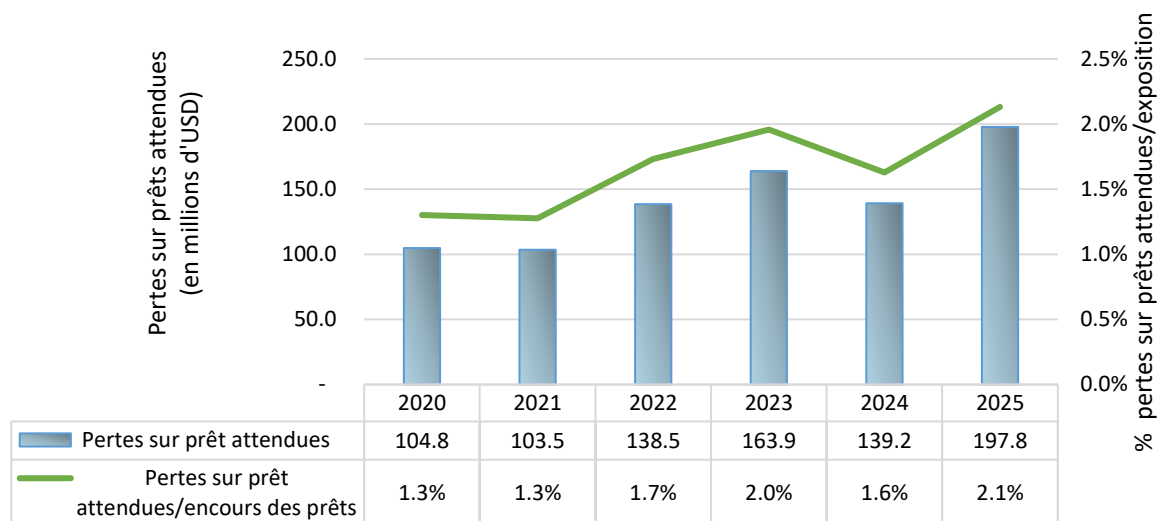
De janvier à décembre 2025	
Liquidités et placements	131,3
Engagements au titre des prêts	(199,0)
Autres sommes à recevoir et à payer	(10,1)
Prêts et dons	417,3
Contributions	1,7
Total	341,2

19. Pour atténuer le risque de change, le FIDA veille à ce que les engagements contractés au titre des prêts et dons non décaissés aient pour contrepartie des actifs libellés en devises du panier du DTS. Par conséquent, les exigences en fonds propres pour couvrir le risque de change sont calculées à partir de la position nette des actifs et des passifs dans chaque monnaie. Les fonds propres exigés à cette fin sont déterminés sur la base d'une simulation historique de chaque taux de change. Le bilan du FIDA reste largement libellé en DTS. Les actifs octroyés en euro sont presque entièrement couverts par des passifs libellés dans la même monnaie. En conséquence, la différence dans cette monnaie reste relativement faible. Pour protéger son profil de liquidité à court terme contre les fluctuations du risque de change, le Fonds veille à ce que la composition par monnaie de ses entrées de fonds prévues concorde avec celle de ses sorties de fonds pour les 24 mois à venir. Le FIDA détient suffisamment de fonds dans chaque monnaie pour financer les sorties nettes prévues pour les 24 mois à venir, compte tenu du niveau de tolérance de 10%.

20. **Risque de crédit.** Le risque de crédit fait l'objet d'un suivi étroit. On trouvera des informations ventilées par région dans l'annexe.
21. Le calcul des pertes de crédit attendues est fondé sur des pondérations probabilistes, la valeur-temps de l'argent et les meilleures informations prospectives incluant les tout derniers indicateurs macroéconomiques disponibles. Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 9, la notion de pertes de crédit attendues repose sur un modèle comportant trois catégories tenant compte de l'évolution de la qualité du crédit depuis l'émission ou la comptabilisation initiale de l'instrument financier, c'est-à-dire depuis la date à laquelle les conditions de décaissement ont été satisfaites (pour les prêts). Le statut de créancier privilégié du FIDA reste solide, car les pays honorent le service de la dette du FIDA dans les délais impartis, et ce malgré les tendances macroéconomiques et les évaluations des agences de notation. La figure 2 présente l'évolution des pertes de crédit attendues sur la période 2020-2025. Fin 2025, les pertes de crédit attendues représentaient 2,1% du solde de l'encours des prêts (contre 1,6% fin décembre 2024).

Figure 2

Évolution des pertes de crédit attendues (2020-2025)



22. Fin décembre 2025, la provision pour pertes de crédit avait augmenté, s'établissant à 197,8 millions d'USD, contre 139,2 millions d'USD en 2024 (voir le tableau 5 ci-après). Cette augmentation est imputable à une combinaison de facteurs, comme des variations de change négatives, la prise en compte des effets des conflits et de l'instabilité dans les scénarios macroéconomiques et le passage du Niger de la catégorie 2 à la catégorie 3 d'exposition en raison d'arriérés de longue date. Le tableau 5 ci-après présente un résumé récapitulatif des pertes de crédit attendues et de l'exposition, par catégorie.

Tableau 5

Exposition et provision pour pertes de crédit, par catégorie
(en millions d'USD)

Catégorie	Décembre 2025			Décembre 2024			Différence	
	Exposition	%	Provision	Exposition	%	Provision	Exposition	Provision
Catégorie 1	8 488,9	69,8	6,1	7 520,7	66,8	3,7	968,2	2,4
Catégorie 2	3 254,8	26,8	82,3	3 465,3	30,8	71,7	(210,5)	10,6
Catégorie 3	415,3	3,4	109,4	268,0	2,4	63,8	147,3	45,6
	12 159,0		197,8	11 254,0		139,2	905,1	58,6

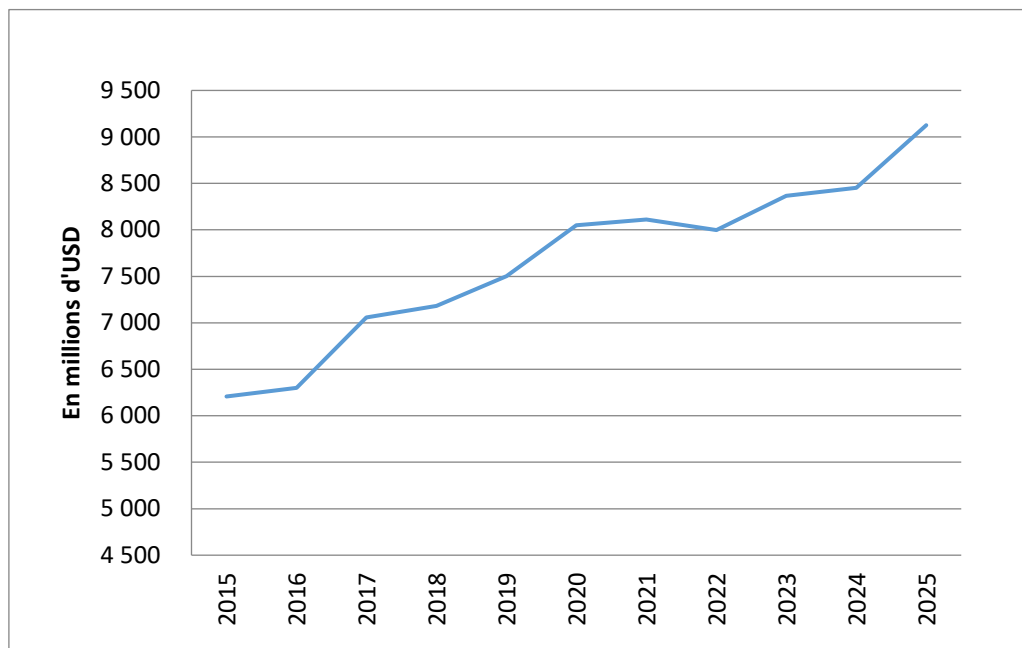
23. Les transferts d'une catégorie à l'autre dépendent de l'évolution du risque de crédit de l'instrument financier entre sa comptabilisation initiale et la date de clôture de l'exercice. Les améliorations, de même que les dégradations, peuvent ainsi entraîner une certaine volatilité dans les soldes des provisions pour dépréciation.
- **Catégorie 1: prêts productifs.** La provision pour pertes sur prêt a été calculée à l'horizon requis d'un an.
 - **Catégorie 2: prêts sous-productifs.** Ces prêts montrent des signes de détérioration de la capacité de remboursement des débiteurs. La provision pour pertes sur prêt a été calculée pour l'ensemble du cycle de vie des prêts. Il est important de noter que les pays de cette catégorie honorent leur engagement à rembourser le FIDA aux échéances fixées. La provision de la catégorie 2 a augmenté en 2025 pour les raisons suivantes: en février 2025, le Liban ayant réglé l'intégralité de ses arriérés, il est passé de la catégorie 3 à la catégorie 2, et deux pays sont passés de la catégorie 1 à la catégorie 2 – le Sénégal et les Îles Salomon. Au cours du dernier trimestre de 2025, la solvabilité du Niger s'est encore détériorée et le pays est passé de la catégorie 2 à la catégorie 3.
 - **Catégorie 3: prêts improductifs.** Fin décembre 2025, les pertes de crédit dans la catégorie 3 étaient supérieures de 45,6 millions d'USD à celles de décembre 2024. Les raisons en sont les suivantes: l'impact négatif des variations de change, le passage du Liban de la catégorie 3 à la catégorie 2 et le passage du Niger dans la catégorie correspondant aux prêts improductifs. La plupart des emprunteurs de la catégorie 3 (Cuba, Gabon, Myanmar, Niger, République bolivarienne du Venezuela, République populaire démocratique de Corée et Yémen) ont déjà eu des arriérés. Le FIDA s'entretient régulièrement avec les autorités de ces pays pour favoriser un recouvrement efficace.
24. Le Fonds jouit du statut de créancier privilégié et applique plusieurs mesures pour réduire le risque de défaut de paiement dans le cadre de ses opérations. Il peut notamment suspendre les décaissements des prêts dont le remboursement accuse un retard de plus de 75 jours (après le différé d'amortissement) et interrompre les décaissements relatifs à l'ensemble du portefeuille du pays concerné. En 2025, le règlement par le Liban de ses arriérés a eu un effet positif. Cependant, comme mentionné précédemment, la solvabilité du Niger s'est encore détériorée, ce qui a entraîné une augmentation du ratio des prêts improductifs¹, qui est passé à 3,9% en décembre 2025 (contre 2,4% à la fin de 2024). On trouvera des informations complémentaires dans l'annexe.

V. Activités opérationnelles du FIDA

25. En 2025, le Fonds a approuvé des prêts et des dons d'un montant total de 1 176 millions d'USD (contre 2 053 millions d'USD en 2024), ce qui est en phase avec le cycle de reconstitution des ressources de FIDA13. Pour plus de précisions, voir le tableau 6.
26. Le solde de l'encours des prêts augmente au fil des ans (comme le montre la figure 3 ci-après). Le FIDA accorde la majorité de ses prêts à des conditions particulièrement concessionnelles, assorties d'une période de remboursement pouvant aller jusqu'à 40 ans. Les prêts sont généralement décaissés sur une période moyenne de sept ans.

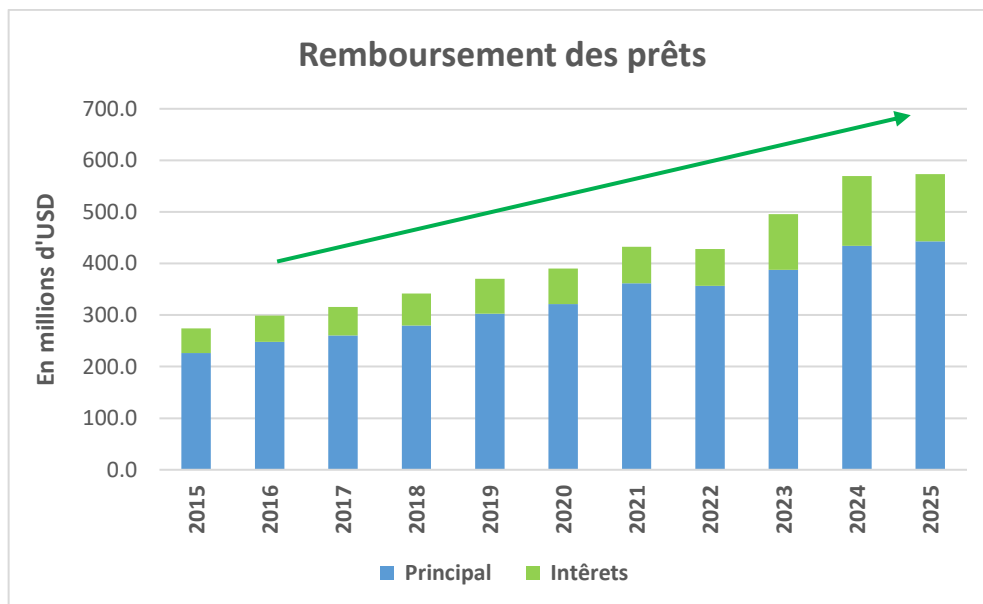
¹ Le ratio des prêts improductifs est l'encours total des prêts improductifs rapporté à l'encours total du portefeuille de prêts.

Figure 3
Solde de l'encours des prêts (2015-2025)



27. Au cours de l'année 2025, la tendance à la hausse des remboursements des prêts s'est poursuivie, pour atteindre un niveau record de 573,5 millions d'USD.

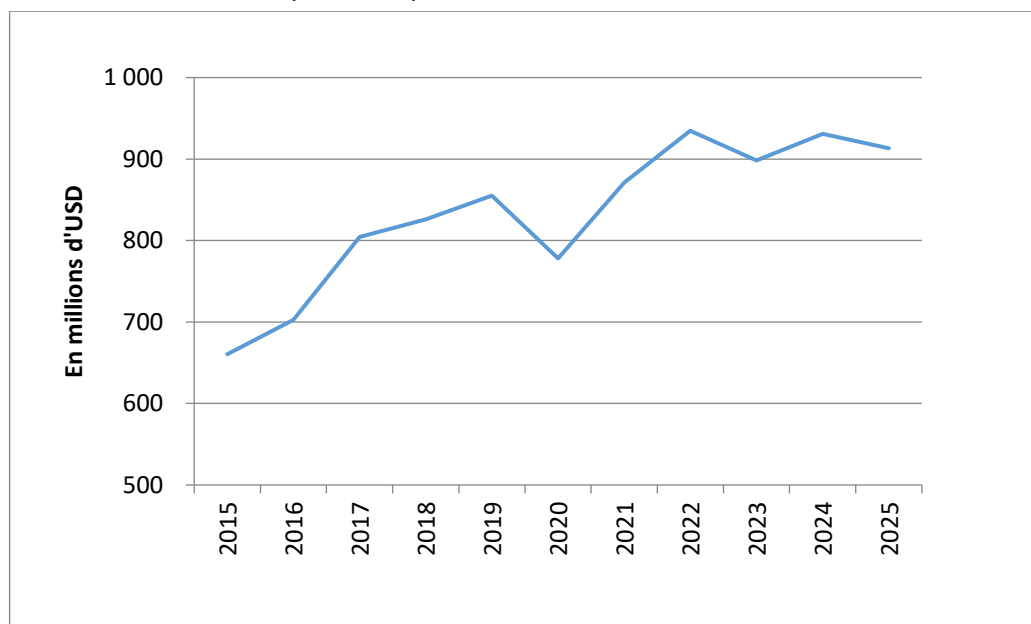
Figure 4
Remboursements des prêts (2015-2025)



28. Dans l'ensemble, les décaissements annuels en faveur des projets financés par le FIDA sous forme de prêts et de dons ont montré une tendance à la hausse au fil des ans (voir la figure 5 ci-dessous).

Figure 5

Décaissements annuels (2015-2025)



29. Le tableau 6 et la figure 6 résument les informations relatives au volume des activités opérationnelles et aux prêts approuvés par type de produit.

Tableau 6

Flux et soldes des prêts et dons

(en millions d'USD et en valeur nominale)

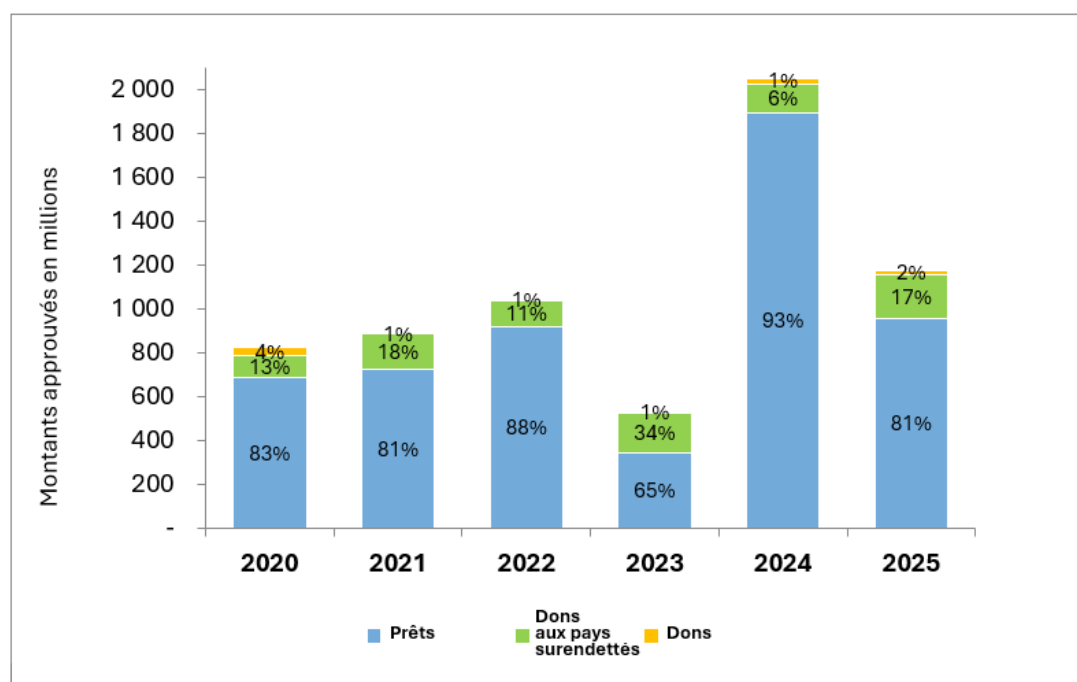
	2025	2024	2023	2022	2021	2020
Prêts et dons approuvés						
Prêts – opérations souveraines	945,3	1 896,5	344,8	921,5	724,6	685,5
Prêts – opérations non souveraines	10,0	-	-	-	-	-
Dons aux pays surendettés*	199,6	131,9	181,6	118,8	159,7	103,4
Dons	21,3	24,9	6	3,0	7,6	35,2
Total des prêts et dons approuvés	1 176,2	2 053,3	532,4	1 043,3	891,9	824,2
Encours/montants non décaissés						
Encours net des prêts	9 126,9	8 450,7	8 367,3	7 997,9	8 110,6	8 049,9
Prêts non décaissés	5 165,9	4 874,9	4 014,3	4 409,8	4 476,3	4 747,3
Dons aux pays surendettés non décaissés*	845,9	830,3	887,0	887,3	965,3	1 005,1
Dons non décaissés	57,0	55,8	54,2	82,1	116,5	158,0
Décaissements						
Décaissements de prêts	746,8	736,5	691,4	735,5	662,8	558,4
Décaissements en faveur des pays surendettés*	151,4	172,5	178,1	165,1	163,9	172,4
Décaissements de dons	15,1	21,7	28,7	33,3	44,4	47,3
Total des décaissements	913,2	930,7	898,2	933,9	871,1	778,1
Remboursements de prêts	573,5	569,8	495,5	427,8	432,6	390,5
Annulations et réductions	221,3	179,9	113,1	124,9	216,7	91,8

* Anciennement appelés « dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) ».

Figure 6

Prêts, dons aux pays surendettés et dons approuvés, par année

(Montants approuvés et pourcentages correspondants)



VI. Activités de financement du FIDA

30. En février 2024, le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 235/XLVII sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA. FIDA13 a pris effet en août 2024. Des instruments de contribution additionnels au titre des cycles de reconstitution du FIDA ont été reçus en 2025. Fin décembre 2025, les instruments de contribution déposés au titre de FIDA13 représentaient 79% du montant des annonces de contribution. En témoigne l'augmentation des fonds propres (contributions), qui ont atteint 11,6 milliards d'USD à la fin de 2025 (contre 11,2 milliards d'USD en 2024).
31. En 2025, le FIDA a conclu des accords d'emprunts supplémentaires pour un montant total de 547,0 millions d'USD correspondant à des prêts concessionnels de partenaires et des placements privés. Au cours de l'exercice, les remboursements du principal et des intérêts des emprunts se sont chiffrés à 124,2 millions d'USD (contre 129,9 millions d'USD en 2024).
32. Fin décembre 2025, le montant total des emprunts contractés atteignait 3,1 milliards d'USD (contre 2,4 milliards d'USD en 2024).

VII. Rapport du FIDA sur la prise en compte des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) et de développement durable

33. En 2025, le FIDA a émis quatre obligations durables relevant de son Cadre de financement du développement durable; ces opérations s'inscrivent dans le cadre son programme d'eurobons à moyen terme. Ce programme est assorti d'un engagement d'affectation intégrale du produit (« use of proceeds »), puisque 100% des produits des obligations serviront à financer des projets de développement. Aussi, le FIDA n'émettra que des obligations durables.
34. Depuis 2023, le FIDA publie un rapport d'impact, conformément à son Cadre de financement du développement durable et aux principes de l'International Capital Market Association. Ce rapport fournit des informations sur l'utilisation des produits,

les allocations et les résultats escomptés d'un ensemble de projets financés par l'émission de douze obligations durables datant de 2022, pour un montant global de 1,04 milliard d'USD au 31 décembre 2025.

35. Le dernier rapport d'impact du FIDA présente les résultats attendus par le Fonds du produit de ces obligations: atteindre près de 11,7 millions de personnes; apporter un appui ciblé à plus de 1,6 million de personnes aux fins d'une meilleure nutrition; contribuer à l'exploitation de 262 057 hectares de terres selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques; promouvoir l'autonomisation et la capacité de prise de décisions de 685 780 personnes.
36. Depuis 2022, le FIDA prend part, en tant que membre votant, aux principes de l'International Capital Market Association et, en tant qu'émetteur ESG, s'engage à respecter les normes et directives internationales les plus strictes telles qu'énoncées par l'International Capital Market Association, dans le but ultime de relier les marchés de capitaux mondiaux au développement rural et agricole.
37. Par ces actions, le FIDA contribue directement à 10 objectifs de développement durable et indirectement à 16 autres.
38. En 2025, le FIDA a pris des mesures pour se conformer aux normes IFRS S1 et S2 sur la durabilité; son rapport d'information sur la durabilité est un corollaire de ses états financiers consolidés. Ce rapport est le fruit d'un effort collégial, rendu possible grâce à l'appui proactif de plusieurs divisions et à l'implication des membres du Comité d'audit.
39. Le rapport en question fournit des informations sur les risques et les possibilités liés à la durabilité, tels qu'ils se présentent pour le FIDA pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2025. On y trouve des éléments d'information utiles tirés de la norme IFRS S2 (Informations à fournir en lien avec les changements climatiques) et IFRS S1 (Obligations générales en matière d'informations financières liées à la durabilité) concernant la gouvernance, la stratégie, la gestion des risques, les mesures et les cibles.
40. Initialement élaboré à partir des premières informations liées à la durabilité exigées par les normes IFRS rapportées pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, où l'allégement transitoire permettant de se limiter aux questions climatiques a été appliqué, le rapport 2025 couvre désormais la gouvernance, la stratégie, la gestion des risques, les indicateurs et les cibles concernant les sujets importants pour le FIDA, ainsi que les risques et les possibilités liés à la durabilité. Il est fondé sur des documents déjà publiés par le FIDA, notamment le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) et le Rapport sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME).
41. Cet élargissement du périmètre repose sur une évaluation complète du caractère significatif (2024) et un examen annuel (2025), qui ont confirmé 17 sujets importants. Conformément aux meilleures pratiques et aux obligations instaurées par les normes IFRS d'information sur la durabilité, le FIDA a associé les sujets pertinents aux impacts, risques et possibilités dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils aient une incidence sur les opérations et les perspectives financières du FIDA. Ces travaux approfondis ont aussi été entrepris au niveau des sous-sujets dans le cadre de l'évaluation du caractère significatif.
42. Les parties prenantes concernées ont participé à l'évaluation initiale du caractère significatif, à l'examen annuel des sujets importants et à l'établissement des indicateurs pertinents et de leurs cibles. Ces activités ont notamment consisté à interagir avec des parties prenantes internes, comme des spécialistes, et avec des parties prenantes externes, telles que les membres du Comité d'audit, impliquant ainsi les États membres du FIDA. La direction a conduit une vaste évaluation comparative avec d'autres institutions financières internationales.

43. Le rapport offre également un aperçu de l'action stratégique du FIDA sur divers sujets et des travaux menés en 2025 en matière de tests de résistance aux risques climatiques en appliquant des scénarios issus du réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS). De plus, à des fins de robustesse et d'exactitude des données, le FIDA a documenté la procédure de contrôle interne appliquée à la publication d'informations sur la durabilité en 2025, élaboré plusieurs rapports internes et mis en place une formation du personnel pour renforcer encore davantage les processus et les capacités concernant la publication d'informations sur la durabilité.
44. Le rapport présente les indicateurs pertinents et leur cible potentielle associée (le cas échéant) pour une sélection de sujets importants. Les indicateurs ont été sélectionnés pour répondre aux exigences de publication des normes IFRS, en s'appuyant sur des indicateurs déjà suivis par le FIDA et en fournissant des informations utiles à la prise de décisions aux principaux utilisateurs des rapports financiers à usage général.

VIII. États financiers concernant uniquement le FIDA

45. L'analyse ci-après concerne les appendices et notes associées (appendice D) pertinents des états financiers consolidés.

A. Bilan (appendice A)

Actif

46. **Liquidités et placements.** Le montant des liquidités et du portefeuille de placements, y compris les sommes à recevoir et à payer, a augmenté en 2025 pour atteindre environ 2,1 milliards d'USD (contre 1,8 milliard d'USD en 2024). Cette évolution cadre avec les scénarios de reconstitution des ressources retenus et la Politique de liquidité. Des informations détaillées figurent dans le Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2025.
47. **Instruments de contribution à recevoir et billets à ordre à encaisser.** Le montant net des sommes à recevoir a augmenté pour s'établir à 729,8 millions d'USD à la fin de 2025 (contre 666,0 millions d'USD à la fin de 2024). Ce montant est en phase avec les cycles de reconstitution des ressources.
48. **Encours des prêts.** L'encours des prêts, déduction faite de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE), a atteint 9,1 milliards d'USD, au total, en 2025 (contre 8,5 milliards d'USD en 2024). Cette augmentation s'explique par l'effet net des décaissements supplémentaires, des remboursements de prêts, des variations de change et de l'évolution de la provision pour dépréciation des prêts (voir le tableau 7 ci-après).

Tableau 7

Encours des prêts (en millions d'USD)

	2025	2024
Encours des prêts (principal)	9 384,7	8 648,7
Intérêts à recevoir	37,7	37,5
Encours des prêts en valeur nominale*	9 422,4	8 686,2
Provision cumulée pour dépréciation des prêts**	(203,2)	(147,3)
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(92,3)	(88,2)
Encours net des prêts	9 126,9	8 450,7

* Soldes au 31 décembre.

** Solde correspondant aux pertes de crédit attendues et à l'allègement de la dette d'Haïti.

49. **Provision pour dépréciation des prêts.** Comme indiqué ci-dessus, la provision est calculée conformément à la norme IFRS 9. Les pertes pour dépréciation des prêts s'élevaient à 203,2 millions d'USD fin 2025 (contre 147,3 millions d'USD en 2024) et correspondaient à une provision pour pertes de crédit attendues de 197,8 millions d'USD² et à une provision de 5,3 millions d'USD au titre de l'allègement de la dette d'Haïti.
50. **Provision au titre de l'Initiative PPTE.** La provision au titre de l'Initiative PPTE a augmenté, passant à 92,3 millions d'USD (contre 88,2 millions d'USD en 2024). Cette augmentation est principalement imputable aux variations de change. Le FIDA participe à l'Initiative PPTE depuis 1997 (voir l'appendice I des états financiers). Le montant total des allègements de dette consentis à ce jour s'élève à 525,3 millions d'USD, dont 410,0 millions d'USD au titre du principal et 115,3 millions d'USD au titre des intérêts.

Passif et fonds propres

51. **Passif lié à l'emprunt.** Fin décembre 2025, le passif lié à l'emprunt s'élevait à 3 149,9 millions d'USD (contre 2 443,1 millions d'USD en 2024).
52. **Contributions.** Le tableau 8 ci-après fournit des informations essentielles sur l'état de FIDA13 pour les exercices clos aux 31 décembre 2025 et 2024.

Tableau 8

Principaux flux de contribution

(en millions d'USD aux taux de change de la reconstitution des ressources)

<i>FIDA13*</i>	2025	2024
Annonces de contribution		
Ressources ordinaires	1 516,3	1 359,7
Contributions additionnelles de base pour le climat	54,2	51,3
Montant cumulé des annonces de contribution à ce jour (A)	1 570,5	1 410,9
Instruments de contribution reçus (B)	1 238,8	908,5
Contributions annoncées, mais non versées (A)-(B)	331,7	502,4
Total des versements reçus	583,0	121,7

* En février 2024, le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 235/XLVII sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA.

53. Un état détaillé des contributions des États membres est présenté à l'appendice G des états financiers consolidés.

B. État du résultat global (appendice B)

Recettes

54. Le produit des intérêts et commissions de service perçus sur les prêts s'est chiffré à 132,2 millions d'USD en 2025 (contre 131,7 millions d'USD en 2024).
55. Le produit des liquidités et des placements a augmenté, atteignant 97,6 millions d'USD (contre 89,1 millions d'USD en 2024).

Dépenses

56. Les dépenses enregistrées en 2025 comprennent les dépenses engagées au titre du budget administratif de l'exercice et financées au moyen de fonds reportés des exercices précédents, ainsi que les dépenses afférentes au Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et les dépenses annuelles du Plan d'assurance maladie après la cessation de service (AMACS) du Fonds. Le tableau 9 met en comparaison les dépenses engagées en 2025 et en 2024 (voir appendice B).

² Voir les paragraphes 20 à 24 pour plus d'informations.

Tableau 9
Frais de fonctionnement
(en millions d'USD)

<i>Frais de fonctionnement</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>	<i>Variation +(-)</i>
Traitements et indemnités du personnel			
Traitements et indemnités de poste	82,8	73,9	8,9
Autres indemnités*	53,4	46,5	6,9
Total partiel	136,2	120,4	15,8
Dépenses administratives courantes	35,9	32,2	3,7
Frais de consultants et dépenses non liées au personnel	49,7	49,7	-
Coûts directs d'investissement	6,5	4,4	2,1
Total	228,3	206,7	21,6
Dotation aux amortissements	10,4	12,8	(2,4)

* Ces montants comprennent notamment les indemnités de retraite, de rapatriement et de cessation de service, ainsi que les indemnités pour frais d'études.

57. Les totaux ci-dessus comprennent les dépenses financées par d'autres sources, qui se chiffrent à 23,7 millions d'USD (contre 18,4 millions d'USD en 2024). Ces fonds concernent principalement les dépenses remboursables par le Gouvernement italien (10,4 millions d'USD en 2025, contre 9,4 millions d'USD en 2024), dont la contrepartie est inscrite en recettes.
58. Les soldes ci-dessus comprennent également les dépenses des bureaux de pays relatives au personnel local, d'une part, et aux frais de fonctionnement et aux consultants, d'autre part, qui s'élèvent respectivement à 12,1 millions d'USD en 2025 (9,2 millions d'USD en 2024), et à 4,6 millions d'USD (contre 4,7 millions d'USD en 2024). L'administration des bureaux de pays du FIDA est assurée directement par le FIDA ou par l'intermédiaire d'accords de niveau de service avec d'autres organisations internationales, appartenant principalement au système des Nations Unies.
59. **Traitements et indemnités du personnel.** Les dépenses liées à la rémunération du personnel et aux indemnités de poste ont augmenté pour atteindre 136,2 millions d'USD (contre environ 120,4 millions d'USD en 2024). Cette évolution est due à plusieurs facteurs, tels que la modification de l'échelle salariale adoptée par la Commission de la fonction publique internationale, les tendances du taux de change USD/EUR, et une baisse du taux de vacance par rapport à 2024.
60. **Dépenses administratives courantes et amortissement.** En 2025, les dépenses administratives courantes ont augmenté pour s'établir à 35,9 millions d'USD, contre 32,2 millions d'USD en 2024. Le montant de l'amortissement a diminué, passant de 12,8 millions en 2024 à 10,4 millions d'USD en 2025.
61. **Frais de consultants et dépenses non liées au personnel.** En 2025, les coûts des frais de consultants et dépenses non liées au personnel n'ont pas varié, à 49,7 millions d'USD.
62. **Variations de change.** Une analyse détaillée figure aux paragraphes 17 à 19 ci-dessus.
63. **Plan d'assurance maladie après la cessation de service.** En 2025, comme les années précédentes, le FIDA a engagé un actuaire indépendant pour procéder à une évaluation de l'AMACS. La méthode d'évaluation utilisée était cohérente avec celle de l'exercice précédent et les hypothèses retenues reflétaient les conditions en vigueur sur le marché. Selon l'évaluation actuarielle de l'AMACS 2025, le passif s'élève à 111,9 millions d'USD fin 2025 (contre 104,7 millions d'USD fin 2024). En 2025, le FIDA a enregistré, pour les prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, une charge d'un montant net de 2,9 millions d'USD (intérêts et coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice). Il en

résulte une perte actuarielle nette latente de 4,2 millions d'USD (contre un gain actuariel net latent de 7,6 millions d'USD en 2024). Cette évolution des engagements est principalement due aux conditions en vigueur sur le marché, qui ont également eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour l'évaluation de 2025, à savoir 4,9% pour le personnel recruté sur le plan international et 6,0% pour le personnel recruté sur le plan national (contre respectivement 4,3% et 5,6% en 2024).

État de la variation des bénéfices non distribués (appendice B1)

64. Le solde du déficit cumulé correspond au cumul des résultats financiers annuels découlant des opérations et des effets des variations de change, principalement parce que les soldes des prêts libellés en DTS ont été convertis en dollar des États-Unis, monnaie utilisée dans les documents d'information financière du FIDA. Ce solde est passé de -2,91 milliards d'USD à la fin de 2024 à -2,88 milliards d'USD à la fin de 2025. Le gain annuel total global de 31,0 millions d'USD enregistré en 2025 a été pris en compte dans le solde des bénéfices non distribués susmentionnés.
65. Le gain net de 31,0 millions d'USD enregistré en 2025 prend en compte: des recettes de 253,7 millions d'USD, des gains de change latents de 341,2 millions d'USD et des dépenses au titre des dons de 164,8 millions d'USD; des frais de fonctionnement (personnel, services de consultants et dépenses relatives aux fournisseurs) de 228,3 millions d'USD; des charges d'intérêt de 98,6 millions d'USD, des pertes actuarielles de 4,2 millions d'USD, une augmentation des provisions pour pertes sur prêt de 51,1 millions d'USD et une reprise de charges au titre de l'Initiative PPTE pour un solde positif de 2,0 millions d'USD; d'autres dépenses d'un montant de 18,9 millions d'USD.
66. Conformément aux exigences des normes IFRS, la Réserve générale représente l'affectation des bénéfices non distribués. Entre 1980 et 1994, le Conseil d'administration a approuvé plusieurs transferts, qui ont porté la Réserve générale à son niveau actuel de 95 millions d'USD.
67. Les aspects à prendre en compte pour l'évaluation des transferts annuels à la Réserve générale sont les suivants: le solde global de l'excédent ou du déficit accumulé et les facteurs sous-jacents du revenu annuel net ou de la perte annuelle nette, en particulier les soldes des pertes et gains latents³.
68. Sachant que le FIDA affichait un gain global net de 31,0 millions d'USD, essentiellement imputable à des gains de change latents, et que le montant des bénéfices nets non distribués demeurerait négatif (de l'ordre de 2,9 milliards d'USD) fin 2025, il n'était pas recommandé de procéder à un transfert à la Réserve générale à la fin de 2025.

C. État du résultat global ajusté

69. Un état du résultat global ajusté, donnant des informations détaillées compte tenu des particularités du modèle opérationnel du Fonds sur lesquelles les estimations comptables n'ont pas d'incidence, est présenté afin de mieux rendre compte des résultats annuels du FIDA. Il ne s'agit pas d'un état conforme aux normes IFRS, mais plutôt d'un rapport de gestion.
70. L'état du résultat global du FIDA est ajusté pour exclure les éléments suivants:
 - **Financement du développement.** Il s'agit des dépenses au titre des dons accordés (principalement à des pays endettés) dans le cadre de l'Initiative PPTE. D'un point de vue comptable, ces éléments sont traités

³ L'article XIII du Règlement financier du FIDA dispose que « le Conseil d'administration fixe le montant des transferts annuels de l'excédent accumulé à la Réserve générale, compte tenu de la situation financière du Fonds dans le contexte de l'examen/approbation des états financiers vérifiés annuels du Fonds ».

comme des dépenses, alors qu'ils sont directement financés par les contributions à la reconstitution des ressources (fonds propres).

- **Gains et pertes résultant de l'évolution des taux de change.** Le FIDA réalise ses opérations dans plusieurs monnaies. Les fluctuations du dollar des États-Unis par rapport à d'autres monnaies et, en particulier, du taux de change du DTS ont longtemps été source de volatilité dans les comptes du FIDA. La conversion de la valeur des éléments en question en dollar des États-Unis à des fins d'information a invariablement généré des mouvements de change qui apparaissent comme des pertes ou des gains latents dans l'état du résultat global du FIDA, sans nécessairement représenter un risque financier.
- **Gains/pertes actuariels du régime de prestations après cessation de services.** Le FIDA a créé un fonds fiduciaire pour mettre de côté les actifs nécessaires pour financer le régime de prestations postérieures à l'emploi. Les actifs détenus par le fonds fiduciaire sont suffisants pour couvrir le passif en termes actuariels.

71. Le résultat ajusté du FIDA pour 2025 était de -89,6 millions d'USD (contre -93,8 millions d'USD en 2024). L'exercice 2025 s'est caractérisé par une hausse du produit des prêts, partiellement compensée par une augmentation des charges d'intérêt sur les emprunts contractés.

Tableau 10

État du résultat global ajusté
(en milliers d'USD)

	2025	2024
Recettes		
Produit des prêts	132 182	131 729
Produit/(pertes) sur liquidités et placements	97 628	89 061
Autres recettes	23 842	18 794
Total des recettes	253 654	239 584
Frais de fonctionnement	(225 825)	(205 249)
Charges d'intérêt relatives au passif financier et contrats de location	(98 617)	(96 179)
Dotation aux amortissements	(10 400)	(12 802)
Total des dépenses	(334 842)	(314 230)
Comptabilité de couverture – (perte)/profit	(8 436)	(19 160)
(Perte)/profit net(te) (a)	(89 624)	(93 806)
Rapprochement avec l'état du résultat global ajusté		
Frais de fonctionnement imputés au titre du Mécanisme du FIDA pour l'action climatique	(2 528)	(1 428)
Dépenses au titre des dons	(164 796)	(186 416)
Initiative PPTE – dépenses/gains	2 042	8 120
Provision pour dépréciation des prêts	(51 070)	19 785
Variation de la provision au titre des prestations de l'AMACS	(4 216)	7 629
Variations de change	341 172	(209 894)
Total partiel des éléments de rapprochement (b)	120 604	(362 204)
Total des éléments du résultat global – produit/(pertes) (a+b)	30 979	(456 010)

D. État des flux de trésorerie – FIDA seulement (appendice C)

72. L'appendice C présente les variations de la trésorerie et des placements non soumis à restriction figurant au bilan.
73. En 2025, les décaissements au titre des dons du FIDA ont représenté 15,1 millions d'USD (contre 21,7 millions d'USD en 2024).
74. Les décaissements en faveur des pays surendettés (anciennement CSD) se sont élevés à 151,4 millions d'USD en 2025 (contre 172,5 millions d'USD en 2024).
75. En 2025, les décaissements au titre des prêts du FIDA ont représenté 746,8 millions d'USD (contre 736,6 millions d'USD en 2024).
76. En 2025, le FIDA a encaissé des emprunts supplémentaires pour un total de 547,0 millions d'USD (contre 308,6 millions d'USD en 2024). Au cours de l'exercice, le Fonds a remboursé le principal et les intérêts de ses emprunts à hauteur de 124,2 millions d'USD (129,9 millions d'USD en 2024).
77. Les versements en espèces et les tirages sur billets à ordre au titre des contributions aux reconstitutions des ressources ont totalisé 387,1 millions d'USD en 2025 (contre 521,5 millions d'USD en 2024). Fin décembre 2025, les encaissements de contributions au titre de FIDA13 représentaient 37% du montant des annonces de contribution, ce qui cadre avec le cycle de reconstitution des ressources.
78. Les contributions autres que celles destinées aux reconstitutions des ressources ont atteint un montant total de 9,3 millions d'USD en 2025 (contre 18,5 millions d'USD en 2024).

IX. Contrôle interne de l'information financière et gouvernance des risques

79. Depuis 2011, le FIDA inclut dans ses états financiers une déclaration de la direction sur l'efficacité du cadre de contrôle interne de l'information financière du Fonds. Une attestation du commissaire aux comptes (actuellement, PricewaterhouseCoopers) concernant la fiabilité de la déclaration de la direction est également incluse depuis 2012.
80. Le FIDA considère que le référentiel adopté en 2013 par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway peut servir de base à la méthode utilisée par la direction pour évaluer l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.
81. L'utilisation par la direction de ce référentiel de contrôle interne pour les autoévaluations témoigne de la détermination du FIDA à assurer l'efficacité des contrôles internes. Cette posture vigilante place le FIDA au niveau des meilleures pratiques dans ce domaine et fournit un tableau complet des processus qui, au FIDA, sous-tendent la préparation des états financiers et la mise en œuvre de contrôles internes sur les transactions ayant une incidence sur les états financiers.
82. Les contrôles internes de l'information financière font chaque année l'objet d'un audit interne et externe destiné à en vérifier l'efficacité. Les tests reposent sur 35 flux de processus répartis dans cinq divisions et donnent lieu au recensement de 82 contrôles clés.
83. En 2025, le FIDA a continué de renforcer ses activités de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que son contrôle des sanctions et ses mesures connexes d'atténuation des risques afin de réduire les risques qui pourraient nuire gravement à sa réputation, entraîner des pertes financières ou engager sa responsabilité juridique. Le FIDA a également adopté des

mesures de protection des données personnelles, s'alignant ainsi de manière globale sur les meilleures pratiques du secteur.

84. Enfin, la gestion fiduciaire et la gestion des risques ont été consolidées au fil des années du fait de la Politique de gestion globale des risques et de l'Exposé de l'appétence pour le risque au FIDA approuvés, qui sont désormais appliqués par les nouveaux comités techniques de gouvernance des risques.

Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service

Le présent document fournit aux représentantes et représentants au Conseil d'administration des informations sur la situation des arriérés (plus de 75 jours) au 31 décembre 2025.

Tableau 1

Évolution d'une année sur l'autre des arriérés de paiement, par région

(au 31 décembre 2025)

Région	Nombre de prêts	en milliers d'USD			Pourcentage
		Principal	Intérêts et commissions de service	Total des arriérés	
Asie et Pacifique					
Au 31 décembre 2024	5	28 174	5 362	33 537	29%
Au 31 décembre 2025	6	25 632	5 574	31 205	23%
Afrique orientale et australe					
Au 31 décembre 2024	3	615	109	724	1%
Au 31 décembre 2025	8	1 564	303	1 867	1%
Amérique latine et Caraïbes					
Au 31 décembre 2024	8	7 358	2 812	10 170	9%
Au 31 décembre 2025	7	10 470	4 320	14 790	11%
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Au 31 décembre 2024	38	56 082	10 991	67 073	58%
Au 31 décembre 2025	37	67 112	12 761	79 873	60%
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Au 31 décembre 2024	33	3 478	1 049	4 526	4%
Au 31 décembre 2025	37	4 295	1 615	5 910	4%
Total (toutes régions confondues)					
Au 31 décembre 2024	87	95 706	20 324	116 030	
Au 31 décembre 2025	95	109 073	24 572	133 645	

Note: Les chiffres de 2024 ont été retraités du fait de l'application du seuil de minimis établi.